

## **COUR ADMINISTRATIVE**

Numéro du rôle : 20744 C  
Inscrit le 8 décembre 2005

---

**Audience publique du 16 mars 2006**

**Appel  
formé par  
l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg  
contre un jugement du 14 novembre 2005 (n° 19788 du rôle) rendu dans  
une affaire opposant M. XXX XXX, XXX, à l'Etat  
en matière de nomination**

---

Vu la requête déposée le 8 décembre 2005 au greffe de la Cour administrative par Monsieur le délégué du Gouvernement Gilles Roth, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, sur base d'un mandat lui conféré par le ministre des Finances en date du 28 novembre 2005, dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 14 novembre 2005 par lequel il a annulé l'arrêté grand-ducal du 8 avril 2005 portant refus de nomination dans le chef de Monsieur XXX XXX, inspecteur principal 1<sup>er</sup> en rang hors cadre auprès de l'administration des Contributions directes, au poste de chef de division des « *Affaires Générales* » de la direction de la même administration ;

Vu la notification de cette requête d'appel par voie postale à l'intimé, ainsi qu'à son mandataire, Maître Jean-Marie Bauler, avocat à la Cour, en date du 9 décembre 2005 ;

Vu le courrier de Maître Jean-Marie Bauler du 17 janvier 2006 sollicitant le constat de la caducité de l'appel en l'absence de signification de l'acte d'appel à l'intimé ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris ;

Où le premier conseiller en son rapport à l'audience publique du 9 mars 2006, ainsi que Madame la déléguée du Gouvernement Claudine Konsbrück et Maître Nadia Janakovic, en remplacement de Maître Jean-Marie Bauler en leurs plaidoiries respectives.

---

Suite à un appel de candidatures datant du 8 décembre 2003 Monsieur XXX XXX, inspecteur principal 1<sup>er</sup> en rang hors cadre auprès de l'administration des Contributions directes, demeurant à L-XXX, a posé sa candidature pour le poste de chef de la division des « *Affaires Générales* » de la direction des Contributions directes.

Par courrier du directeur de l'administration des Contributions directes du 19 décembre 2003 la candidature de Monsieur XXX a été écartée. Son recours gracieux du 4 février 2004, adressé en copie au ministre des Finances, étant resté sans réponse, Monsieur XXX fit introduire en date du 17 juin 2004 un recours contentieux à l'encontre de la décision directoriale du 19 décembre 2003, ainsi que de la décision implicite de rejet de son recours gracieux.

Par jugement du 7 mars 2005 (n° 18247 du rôle) le tribunal administratif a reçu le recours en annulation en la forme, l'a dit justifié quant au fond et a annulé les décisions directoriales déferées pour incompétence de l'autorité ayant statué et renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente. En exécution de ce jugement, le Grand-Duc prit en date du 8 avril 2005 un arrêté grand-ducal confirmant « *la proposition du directeur de l'administration des Contributions directes du 19 décembre 2003 de ne pas nommer Monsieur XXX XXX, inspecteur principal 1<sup>er</sup> en rang hors cadre de l'administration des Contributions directes, aux fonctions de chef de division de la division « Affaires Générales » de la direction de la même administration* ».

Le 10 mai 2005 Monsieur XXX a fait déposer un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de l'arrêté grand-ducal précité du 8 avril 2005. Par jugement du 14 novembre 2005 (n° 19788 du rôle) le tribunal administratif, première chambre, statuant à l'égard de toutes les parties, en l'absence de mémoire étatique déposé, s'est déclaré incompétent pour connaître du recours en réformation, a reçu le recours en annulation en la forme et, au fond, l'a dit également modifié pour annuler l'arrêté grand-ducal du 8 avril 2005 déferé et renvoyer l'affaire devant l'autorité compétente.

Compte tenu du fait que l'Etat, faute d'avoir comparu dans le délai légal, n'avait pas utilement complété les motifs indiqués comme se trouvant à la base de l'arrêté grand-ducal déferé, ni n'avait pris position par rapport aux critiques opposées par le demandeur à sa décision, le tribunal a déclaré avoir été mis dans l'impossibilité d'exercer sa mission de contrôle et a procédé à l'annulation de l'arrêté grand-ducal déferé pour insuffisance valant défaut de motivation.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative en date du 8 décembre 2005 par Monsieur le délégué du Gouvernement Gilles Roth, fort d'un mandat d'interjeter appel lui conféré par le ministre des Finances en date du 28 novembre 2005, il est conclu à la réformation du jugement entrepris en ce sens que le recours initial soit à déclarer non fondé, de sorte qu'il n'y aurait pas lieu à annulation de l'arrêté grand-ducal déferé au fond.

L'Etat appelant d'avancer en premier lieu que d'un point de vue formel la motivation de l'arrêté grand-ducal déferé résulterait à suffisance de droit des éléments du dossier administratif. Il s'agirait en l'occurrence dans le chef de Monsieur XXX d'un changement de fonction sollicité, pour lequel compétence reviendrait au Grand-Duc et

lequel devrait intervenir dans l'intérêt du service. Statuant dans le cadre d'un recours en annulation la Cour serait appelée à vérifier l'exactitude et la matérialité des faits à la base de la décision « *du directeur des Contributions* » ainsi énoncée.

L'Etat de faire valoir que la gestion du personnel dans l'administration des Contributions directes serait d'une envergure considérable par rapport à d'autres administrations compte tenu du nombre des fonctionnaires en faisant partie. Dans l'intérêt du service il serait indispensable que la personne en charge de la gestion de cette division particulière dispose de connaissances et de compétences adéquates, ainsi que d'une longue expérience en la matière, afin de pouvoir accomplir de façon efficace cette tâche et assumer les responsabilités y liées. Le choix d'un candidat ne répondant pas à ces exigences, n'aurait pas seulement été contraire à l'intérêt du service, mais aurait de surcroît mis en péril le fonctionnement régulier du service dont il s'agit en tant que tel. Le fonctionnaire nommé à la tête de la division « *Affaires Générales* » de la direction des Contributions directes aurait eu une ancienneté de vingt-deux ans audit service du personnel comme bras droit du chef de division précédent et aurait toujours exécuté son travail à la plus grande satisfaction du directeur, de sorte à disposer des connaissances et de l'expérience requises. Si l'intimé XXX XXX n'avait pas l'expérience nécessaire en relation avec le service du personnel, il disposerait en revanche de compétences et qualifications spécifiques qui le rendraient indispensable dans son service d'affectation actuel, le service de révision auquel il a été nommé en 1990.

Suivant le représentant étatique, la présence de l'intimé audit service de révision serait indispensable en raison de ses connaissances et expériences en la matière et sa mutation entraînerait le dysfonctionnement d'une cellule qui fonctionnerait déjà à l'heure actuelle avec un effectif manifestement insuffisant.

L'Etat de poursuivre que l'intimé ne saurait reprocher à l'autorité de nomination d'avoir violé l'article 11 (sic) de la Constitution « *alors qu'en présence de plusieurs candidats admissibles à la candidature, le choix quant à l'attribution de la vacance de poste n'a pu porter sur un agent* ». Un non-respect du principe de l'égalité devant la loi ne serait partant pas donné. Une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes ne serait pareillement pas vérifiée, étant donné que tant la nomination de l'actuel chef de la division des « *Affaires Générales* » que le refus de nomination de l'actuel intimé seraient justifiés par l'intérêt du service dûment établi à travers la requête d'appel.

Par courrier du 17 janvier 2006 Maître Jean-Marie Bauler, avocat à la Cour, au nom de Monsieur XXX XXX, a prié la Cour de bien vouloir constater la caducité de l'appel, étant donné que l'Etat n'aurait pas fait signifier l'acte d'appel dans les délais prévus par l'article 39 (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Considérant que le courrier du mandataire de l'intimé du 17 janvier 2006, par ailleurs fourni en dehors du délai légal prévu par l'article 46 de la loi modifiée du 21 juin 1999, ne saurait être assimilé d'un point de vue formel à un mémoire en réponse, de sorte que la Cour est néanmoins appelée à statuer à l'égard de toutes les parties conformément aux dispositions de l'article 47 de ladite loi modifiée du 21 juin 1999 ;

Considérant que la question de la caducité d'un recours tenant à l'organisation juridictionnelle, elle est d'ordre public et doit être soulevée d'office par la Cour ;

Que la partie appelante ayant eu la possibilité de réagir par rapport à la question de la caducité évoquée à travers le courrier de l'intimée du 17 janvier 2006, notamment à travers ses observations à l'audience, il n'y a pas lieu à réouverture des débats ;

Considérant que l'article 39 (2) précité dispose que « *faute par le requérant de signifier son recours dans le mois du dépôt du recours, celui-ci est caduc* » ;

Considérant que suivant l'article 50 de la loi modifiée du 21 juin 1999 « *par dérogation à l'article 39, en cas d'appel interjeté de la part de l'Etat, le greffier communique, selon les formalités prévues à l'article 34, aux parties en cause en première instance copie de la requête d'appel, des mémoires et pièces fournis. La partie intimée et les tiers intéressés sont tenus de répondre dans le délai prévu à l'article 46* » ;

Considérant qu'en vertu des dispositions dérogatoires de l'article 50 prérelatées, non autrement critiquées en leur principe par l'intimé, la communication de la requête d'appel par la voie du greffe suffit pour informer les autres parties en cause en première instance de l'appel interjeté, ainsi que pour faire courir les délais en vue de la fourniture du mémoire en réponse ;

Que la communication de la requête d'appel n'ayant pas été critiquée par ailleurs, le moyen tenant au constat de caducité de l'appel est à écarter comme n'étant point fondé ;

Considérant que l'appel ayant pour le surplus été interjeté suivant les formes et délai prévus par loi, il est recevable ;

Considérant qu'au fond il convient de souligner que le jugement entrepris a statué en l'absence de mémoire étatique, sans qu'un dossier administratif n'ait été pour le surplus déposé ;

Que dans ces conditions les premiers juges ont pu valablement retenir, compte tenu des éléments leur soumis, que l'arrêté grand-ducal déféré encourait l'annulation pour insuffisance valant défaut de motivation, tout en ayant pu énoncer de façon pertinente que l'Etat n'avait pas utilement complété les motifs indiqués comme se trouvant à la base de la décision déférée, ni n'avait pris position par rapport aux critiques opposées par le demandeur à sa décision, mettant de la sorte le tribunal hors mesure d'exercer sa mission juridictionnelle de contrôle ;

Considérant qu'en l'absence de critiques utilement formulées en instance d'appel de la part de l'intimé, force est à la Cour de retenir que l'Etat, au biais des éléments de motivation complétés à travers la requête d'appel, a fourni à suffisance de droit des motifs légaux justifiant le refus de nomination de l'intimé XXX XXX pour des raisons d'intérêt de service, encore que l'admission de ces motifs soit de nature à engendrer des problématiques corollaires irrésolues et non soulevées en appel risquant d'aboutir, le cas échéant, à une non-permutabilité des fonctionnaires affectés à des

services spécialisés de l'administration des Contributions directes, phénomène d'autant plus accentué que l'ancienneté et les compétences reconnues des fonctionnaires concernés se sont amplifiées dans le temps ;

Considérant que le jugement entrepris ayant annulé l'arrêté grand-ducal déferé pour défaut de motivation, en l'absence de conclusion étatique en première instance, la Cour statuant sur l'appel étatique, en l'absence de conclusion de l'intimé, une fois le caractère suffisamment motivé de l'acte déferé retenu, compte tenu des moyens présentés, n'est point appelée à statuer plus en avant, les prétentions de l'appelant ayant été rencontrées et aucune prétention de l'intimé, demandeur en première instance, n'étant formulée en appel ;

Considérant qu'eu égard aux moyens présentés en appel, la Cour, statuant dans le cadre d'un recours en annulation, n'est pas non plus amenée à redresser le libellé impropre de l'arrêté grand-ducal déferé déclarant « *confirmer la proposition directoriale de non-nomination* » de Monsieur XXX au poste par lui convoité, alors que les prérogatives grand-ducales auraient tendu à comporter un libellé de refus de nomination proprement dit ;

Considérant qu'il découle de l'ensemble des développements qui précèdent, en l'absence de conclusions de l'intimé en appel, que par réformation du jugement entrepris il y a lieu de déclarer l'arrêté grand-ducal déferé motivé à suffisance de droit et de débouter le demandeur originaire de son recours ;

Considérant qu'eu égard à la carence étatique tenant au non-dépôt de mémoire et de dossier administratif en première instance, il convient de laisser les dépens de première instance à charge de l'Etat, les dépens d'appel allant à charge de l'intimé qui n'a pas comparu, compte tenu de l'issue du litige.

#### **Par ces motifs,**

La Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties à l'instance ;

dit que l'appel n'est pas caduc ;

déclare l'appel recevable ;

au fond le dit justifié ;

par **réformation** du jugement entrepris, déclare le recours en annulation non fondé et en déboute le demandeur ;

laisse les dépens de première instance à charge de l'Etat ;

condamne l'intimé aux dépens d'appel ;

Ainsi délibéré et jugé par :

Marion Lanners, présidente,  
Francis Delaporte, premier conseiller, rapporteur,  
Marc Feyereisen, conseiller,

et lu par la présidente en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny May.

le greffier en chef

la présidente